

Point de presse conjoint de M. Jacques Chirac, Président de la République, et Lula Da Silva, Président du Brésil, sur les relations entre la France et le Brésil, la question d'une intervention militaire contre l'Irak et la protection des ressortissants étrangers en Côte d'Ivoire, Paris le 28 janvier 2003.

LE PRESIDENT - Mesdames, Messieurs,

Nous sommes très heureux d'accueillir pour la première fois en voyage officiel en France le Président LULA DA SILVA. Nous avons eu un long entretien suivi d'un déjeuner de travail où nous avons évoqué toutes les questions qui concernent la France et le Brésil. Nous avons une relation politique parfaite, une approche économique excellente et la volonté de développer nos échanges dans tous les domaines, économique, politique, culturel.

J'ai félicité le Président LULA DA SILVA pour sa brillante prestation, d'abord à Porto Alegre où, vous le savez, la France était représentée dans tous les domaines à des niveaux importants, puis à Davos. Je lui ai dit que nous avons ici suivi avec beaucoup d'attention ses propos et ses propositions, avec beaucoup d'attention et beaucoup d'intérêt.

Je lui ai dit également que la volonté de notre pays était de s'engager fermement dans le renforcement de la relation entre le Brésil et la France et que nous avons exprimé clairement une complète confiance, sans réserve, dans l'action menée aujourd'hui par le gouvernement du Président LULA DA SILVA auquel nous apportons, notamment sur le plan économique, notre total soutien.

Il va maintenant vous dire un mot et on répondra à deux ou trois questions, mais je voudrais simplement redire ma joie de l'avoir aujourd'hui rencontré ici à Paris et, je l'espère, bientôt au Brésil.

LE PRESIDENT LULA DA SILVA - Je suis très satisfait d'être ici avec le Président CHIRAC qui m'a très bien reçu et qui a montré clairement que nous avons beaucoup à faire. Et nous allons continuer à développer les relations entre le Brésil et la France.

Je peux dire que nous sommes à 99 % d'accord sur toutes les questions, surtout concernant les relations internationales. La France et le Brésil doivent continuer aussi à développer leurs relations culturelles, politiques et économiques.

Je dois dire également que nous avons une relation un peu affective avec certains pays d'Europe, je parle du Portugal, de l'Espagne et de la France. C'est vrai que nous avons beaucoup d'affection mais il est difficile de comprendre comment des pays aussi grands que le Brésil et la France ont seulement en matière commerciale des échanges de l'ordre d'à peu près trois milliards de dollars. Peut-être que l'on devrait penser à cela.

Au cours des quatre prochaines années, je pense que je ferai tout ce qui sera possible pour continuer ces relations, pour que cette relation purement affective puisse vraiment se transformer en une relation intensément politique, économique et commerciale. Le Brésil n'est pas seulement un exportateur de soja, nous avons d'autres choses à donner. La France aussi a d'autres choses à

nous donner. Et nous voulons aussi que nous puissions avoir des relations plus intenses avec l'Union européenne. Moi, je suis allé à Davos et j'ai dit qu'une des choses importantes, c'est que nous puissions avoir des relations entre la France et le MERCOSUR et entre l'Union européenne et le MERCOSUR. C'est très important parce que la France plus l'Allemagne plus l'Union européenne peuvent aider le MERCOSUR à devenir un vrai centre d'affaires qui puisse traiter aussi, en plus des affaires, des questions importantes de politique et de culture.

Alors, merci encore, M. le Président CHIRAC, de m'avoir reçu si chaleureusement. Nous allons continuer à avoir notre coopération et je ne suis pas venu ici comme un dirigeant syndical, je ne suis pas venu ici comme un dirigeant politique mais je suis venu et je viendrai à nouveau ici comme le Président du Brésil, pour parler au nom de tout le Brésil à chaque fois qu'il sera nécessaire et que la France m'accueillera les bras ouverts.

Et je dois vous dire que la réciprocité est aussi vraie. Le Président CHIRAC a dit tout à l'heure au déjeuner que, dans deux ans, au moment de l'inauguration du pont entre l'Amapa et la Guyane, nous pourrions avoir une réunion au milieu du pont. Alors, justement, cette réunion aura lieu, je l'espère, et à partir de ce moment-là, comme la France sera dans l'Amérique du Sud, elle pourra faire partie du MERCOSUR.

LE PRESIDENT - Merci, M. le Président.

QUESTION - On dit que les relations Brésil-France sont parfaites, presque parfaites, mais il y a toujours la question du protectionnisme agricole. Il y a beaucoup de gens qui disent que la manière la plus efficace pour que la France aide les pays en développement, ce serait la levée du protectionnisme agricole. Peut-on envisager un changement dans un futur prochain ?

LE PRESIDENT - Je voudrais répondre à cette question importante. Nous en avons longuement parlé avec le Président. Je lui ai démontré que le protectionnisme européen était pour une large part un thème de propagande plus qu'une réalité. Je lui ai également indiqué que les subventions à l'agriculture les plus importantes, de très loin, n'étaient pas des subventions européennes mais des subventions américaines. Je lui ai dit enfin que nous étions tout prêts, nous Européens et en particulier nous Français, à développer la concertation avec le Brésil et le MERCOSUR pour arriver le plus rapidement possible à un accord dans tous les domaines, notamment dans le domaine agricole, ce à quoi nous nous sommes engagés.

LE PRESIDENT LULA DA SILVA - Je crois très profondément qu'il y a une volonté politique en ce moment en Europe d'avoir des relations plus équitables, et ce pas seulement d'après mes conversations avec le Président français mais d'après aussi mes entretiens avec le Chancelier allemand. Et je pense aussi voir et vérifier cela lors des rencontres que j'aurai avec d'autres représentants européens. Je vois qu'il y a cette envie d'avoir des relations commerciales équitables, avec les mêmes opportunités pour tous. Cette lutte nous la menons contre l'hégémonie de l'Amérique dans l'ALENA. Nous ne pouvons pas accepter le protectionnisme américain comme clause préalable pour pouvoir participer aux accords de libre-échange. Je crois au libre-échange mais je pense qu'il ne peut pas y avoir deux poids et deux mesures. Tout le monde a besoin de grandir, alors je pense que cette volonté se trouve en Europe et j'espère aussi au Japon et aussi aux Etats-Unis.

QUESTION - Est-ce que vous avez parlé des problèmes de l'Iraq ? Est-ce que les positions brésilienne et française sont proches ?

LE PRESIDENT - Nous avons évidemment évoqué la situation en Iraq et dans cette région, et nous avons constaté que nos deux positions étaient non seulement proches mais, je dirais, identiques.

LE PRESIDENT DA SILVA - J'ai dit au Président CHIRAC que la position du Brésil est très claire. Même si nous sommes solidaires avec la souffrance du peuple américain après les attentats du 11 septembre, si nous voulons une démocratie durable et si nous voulons que les institutions multilatérales que nous avons nous-mêmes créées soient toujours respectées, il faut s'en remettre au Conseil de Sécurité des Nations Unies. Je sais que les inspecteurs doutent encore, ils n'ont pas encore fini leur travail. C'est pour cette raison que nous avons besoin de prudence et de calme pour leur laisser le temps de faire leur travail.

Je pense qu'un être humain peut commettre une folie mais qu'un Etat n'a pas le droit de le faire

Je pense qu'un être humain peut commettre une erreur mais qu'un Etat n'a pas le droit de le faire. C'est pour cette raison que nous allons nous en remettre au Conseil de Sécurité des Nations Unies. J'ai mené ma campagne électorale sous le slogan "Lula, Paix et Amour", alors ce n'est pas maintenant que je vais être pour la guerre.

QUESTION - Monsieur le Président, permettez-moi de poser une question sur la Côte-d'Ivoire, parce qu'il y eu des événements hier en Côte-d'Ivoire. Je voudrais simplement avoir un commentaire de la part du Président CHIRAC sur la situation des Français en Côte-d'Ivoire et sur le fait que le Président GBAGBO a estimé qu'à Paris, c'était des propositions.

LE PRESIDENT - Je souhaite que la situation s'améliore dans le cadre de l'accord politique qui a été accepté et signé à Paris. Je demande naturellement au Président GBAGBO de faire en sorte que son engagement soit respecté. Je n'en doute pas.

Je connais l'inquiétude d'un certain nombre d'étrangers, et notamment de Français, résidant à Abidjan et la France a pris toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte que, le cas échéant et s'ils étaient menacés, les étrangers en général et les Français en particulier, à Abidjan, soient protégés.

Je vous remercie.